NEWSLETTER

Septembre 2022

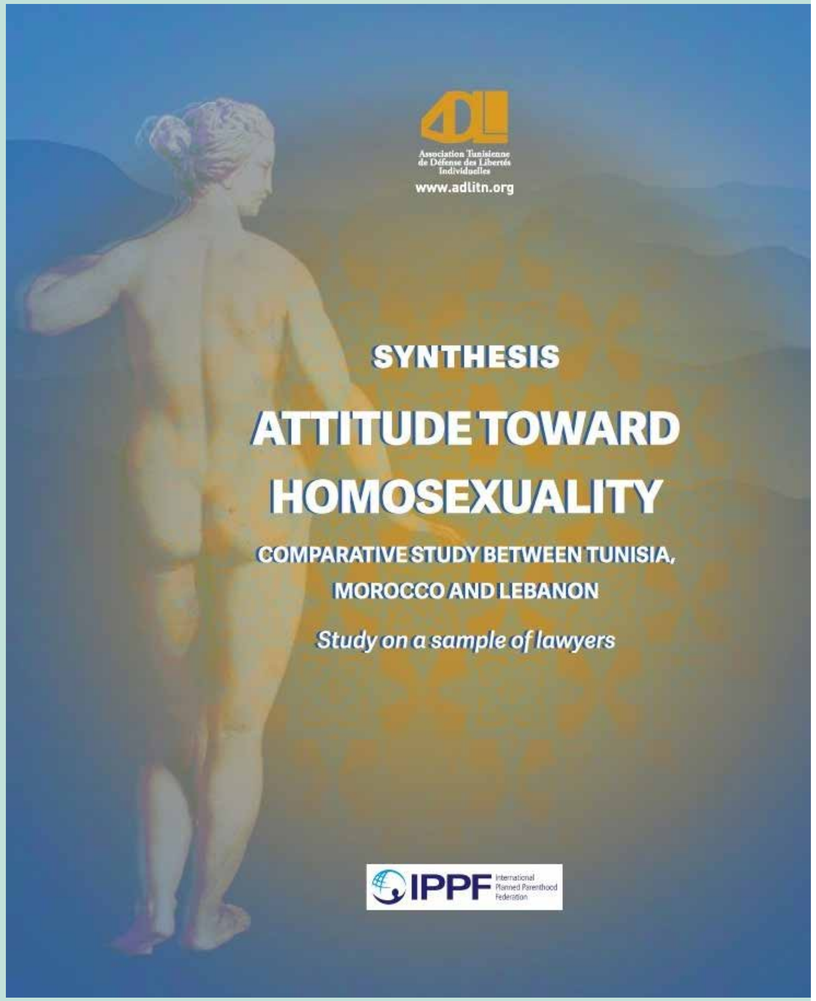
OBSERVATOIRE POUR LA DÉFENSE DU DROIT À LA DIFFÉRENCE - **O3DT**

OBSERVATOIRE
pour la Défense du Droit
à la Différence en Tunisie

ADLI

L'association tunisienne pour la défense des libertés individuelles a invité les OSC à la présentation de sa nouvelle publication :
La position des avocats face à l'homosexualité : une étude comparative du Liban, du Maroc et de la Tunisie.
Suivi d'un concours de plaidoirie sur l'article 230 du code pénal,

اختلفت المواقف تجاه المثلية الجنسية وهي نمط من أنماط الميول الجنسي عبر المجتمعات وعبر الزمن. فمنها من يعتبر المثلية الجنسية اثما بالمفهوم الديني ومن يعتبر انها شذوذ وتمثل خطرا عتى تماسك المجتمع وهنالك من يعتبرها ايضا ميلا من الميول الجنسي التي تهم الشخص ولا أحد غيره في احساسه بالانجذاب العاطفي وممارسة الجنس والتعبير عن هذا الانجذاب تجاه الأشخاص من نفس الجنس. والجدير بالذكرهنا ان فهم الموقف تجاه المثلية الجنسية يتطلب تحليلا عميقا في الخلفيات والمراجع التي تؤسس لها. اذ يعتبر مفهوم الموقف تجاه المثلية الجنسية في حد ذاته مفهوم مركب ومعقد وتم التطرق اليه في العديد من الدراسات العلمية كما سيتم توضيحه لاحقا.يتمثل السؤال المحوري لهذه الدراسة في ما يلي : ماهي التغيرات النفسية التي لها علاقة بالموقف تجاه المثلية الجنسية؟ وماهي سمات الشخصية التي لها علاقة بالموقف السلبي او الموقف الإيجابي من المثلية الجنسية؟قبل التطرق الى ادبيات ومنهجيات الإجابة على هذا السؤال من المهم توضيح الإطار العلمي لهذه الدراسة. في البداية يتم تقديم المراجع العلمية التي تم اعتمادها مع التركيز على استنتاجاتها التي ستمكن من بناء إشكالية هذا البحث. ثم يتم تقديم المنهجية المتوخاة لتناول هذه الإشكالية الوسائل التحليلية التي تم اعتمادها للوصول للنتائج. في الأخير تناقش هذه النتائج حسب ما توصلت اليه المنشورات العلمية في هذا المجال من معارف



Les revue de presse HEBDOMADAIRE Spécial Référendum

REVUE HEBDOMADAIRE DE PRESSE SPÉCIAL « RÉFÉRENDUM » 09
http://adlitn.org/download/revue-hebdomadaire-de-presse-special-referendum-n9-/

REVUE HEBDOMADAIRE DE PRESSE SPÉCIAL « RÉFÉRENDUM » 10
http://adlitn.org/download/revue-hebdomadaire-de-presse-special-referendum-n10-/

REVUE HEBDOMADAIRE DE PRESSE SPÉCIAL « RÉFÉRENDUM » 11
http://adlitn.org/download/revue-hebdomadaire-de-presse-special-referendum-n11/

REVUE HEBDOMADAIRE DE PRESSE SPÉCIAL « RÉFÉRENDUM » 12
http://adlitn.org/download/revue-hebdomadaire-de-presse-special-referendum-n12/

Danseurs Citoyens Sud

L'Académie Démocratique, MISA7AT

L'Académie Démocratique, qui était encadrée par les danseurs des citoyens du sud, lors de son program Espaces Communs.
45 personnes représentant 15 associations des gouvernorats du sud-est (Sfax, Gabès, Médenine, Djerba et Tataouine) participent au projet.
Le programme Espaces vise à créer un terrain commun et sécurisé au profit des organisations de la société civile afin de diagnostiquer la situation générale et d'appréhender la prochaine étape en Tunisie sous l'aspect économique, social, politique, culturel ainsi que l'aspect individuel droits et libertés.

Soutcom

LET’S CAMP

Dans le cadre du projet LET’S CAMP, l’association Soutcom a organisé en partenariat avec Utaim Gabes, une activité de divertissement et un atelier autour des techniques et outils d’installation des tentes de Camping.
Cette activité a été faite en coopération avec Radio Palma et l’unité d’animation des quartiers Gabès.

Casting dans le cadre de projet SOUT'ART

SOUT’ART Est un projet culturel au profit des jeunes qui a pour objectif de lutter contre la violence et Inclure les migrants dans les activités culturelles.
Voici l’ambiance de casting dans le cadre de projet SOUT'ART

Association MADA

ateliers d'élaboration de son plan stratégique

Mada a lancé depuis mai dernier une série d'ateliers d'élaboration de son plan stratégique 2028-2023 . Photos de l'atelier du 08 et 09 septembre 2022 au centre de stages et vacances Aghir Djerba.

Projet SAMDA

Notre projet SAMDA PNUD de retour , à partir de ce dimanche et jusqu'au 09 octobre une série de sessions de formation entrepreneuriale au profit des femmes du quartier Ouled Amor impactées socio économiquement par la crise Covid .

ADES

Une séance de travail avec le gouvernorat de Médenine dans le cadre de l'achèvement de la troisième phase de préparation du plan.

Les conditions de développement dans Médenine et les propositions de solutions pour les améliorer, en plus des propositions de projets qui ont été élaborées dans le cadre de l'achèvement de la troisième phase de préparation du plan de développement 2025-2023, ont été les principaux sujets de la séance de travail. qu'a réuni ce matin, lundi 12 août 2022, le ministre de l'Economie et de la Planification M. Samir Said avec les membres du conseil régional Ils sont présentés par le gouverneur de la région, M. Saeed bin Zayed, et en présence de plusieurs des cadres régionaux et des représentants d'organisations nationales telles que l'Union générale tunisienne du travail, l'Organisation des douanes, l'Union des paysans, des représentants des secteurs au niveau central et un groupe de fonctionnaires du ministère de l'Économie.

Museaïque

Réunion avec municipalité de Mednine

Lundi 20 septembre 2022 au Palais Municipal de Médenine, l'Association Mosaïque a participé à une table ronde sur l'insertion scolaire des enfants réfugiés, immigrés et demandeurs d'asile sous le titre :
"Entre Réalité et Espoir" organisé par l'Institut Arabe des Droits de l'Homme, Branche Sud

فسيفساء
MuSeAïque
Association culturelle et artistique

Ifriqiya

Atelier de sensibilisation sur les principes et objectifs du développement durable.

L'association Ifriqiya a organisé le vendredi 16 septembre au Coin SDGs de la maison des jeunes el ain un atelier de sensibilisation sur les principes et objectifs du développement durable. L'atelier a été animé par les deux loupes de la zone communale de el ain Mona Hssairi & أمل بوكادي .

Cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet les Loupes Vertes qui est réalisé par l'association Ifriqiya et le soutien du Fonds de la Démocratie pour Tous de l' Ambassade d'Allemagne à Tunis et en partenariat avec le commissariat Régional de la Jeunesse et des sports à Sfax.

Damj

L'attitude des Avocats à l'égard de l homosexualité en Tunisie, au Maroc et au Liban

L'Association tunisienne pour la défense des libertés individuelles, en partenariat avec la DAMJ, l'association tunisienne pour la justice et l'égalité et Avocats sans frontières avec la Fédération internationale pour le planning familial (IPPF) et dans le cadre du projet de Twensa Kifkom, vous invite cordialement à leur présentation de une étude comparative sur "L'attitude des Avocats à l'égard de l homosexualité en Tunisie, au Maroc et au Liban suivie" d'un plaidoirie pour les Etudiants en Droit sur l'article 230 du Code Pénal le Mercredi 28_Septembre, De 13h à 17h30, Université de Sciences juridiques, politiques et sociales.

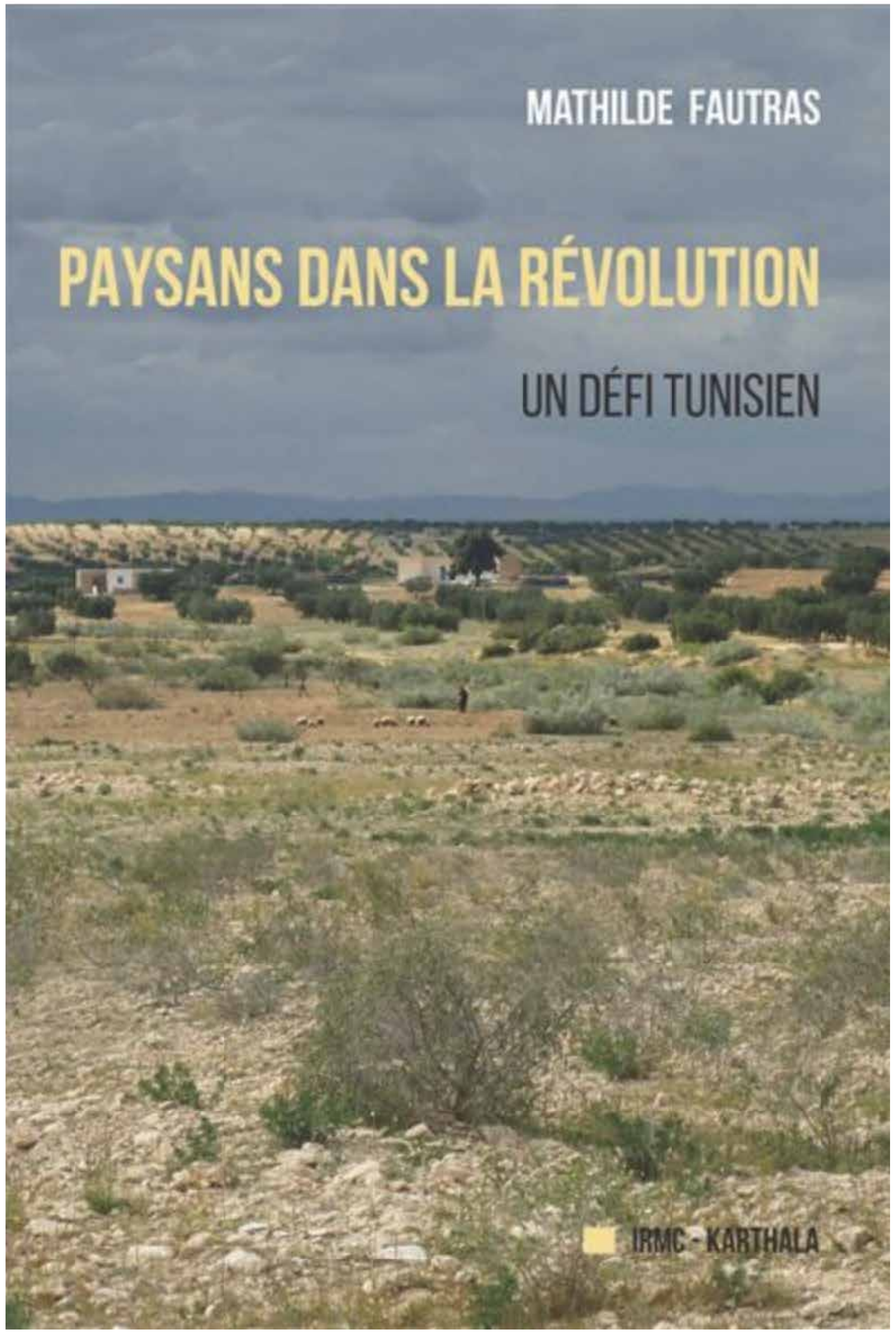
المؤتمر العالمي للنساء القاعديات

جزء من مسيرة افتتاح المؤتمر العالمي للنساء القاعديات بمشاركة مئات النساء من الحركات النسوية و العمالية و الفلاحية و الكويرية من العالم و تونس
سررنا فيه بلقاء الحراك الكويري الثوري بالمانيا و بتركيا ؛ رفيقات متضامنات و موحدات ضد الاستغلال و التمييز و الرأسمالية

ATAC

La présentation du livre:

La présentation du livre: Paysans dans la révolution: Un Défi tunisien - 420 p, Mathilde Fautras 2021
https://journals.openedition.org/emam/4020
aura lieu à 16h à la Maison du Roman (dans la Cité de la Culture). L'accès est bien gratuit (pour les visiteurs, il est juste conseillé de s'inscrire : https://insaniyyat.com/registration/fr)



Voix d’Eve

Un atelier pour formuler une guide pour les femmes travaillant dans le secteur agricole

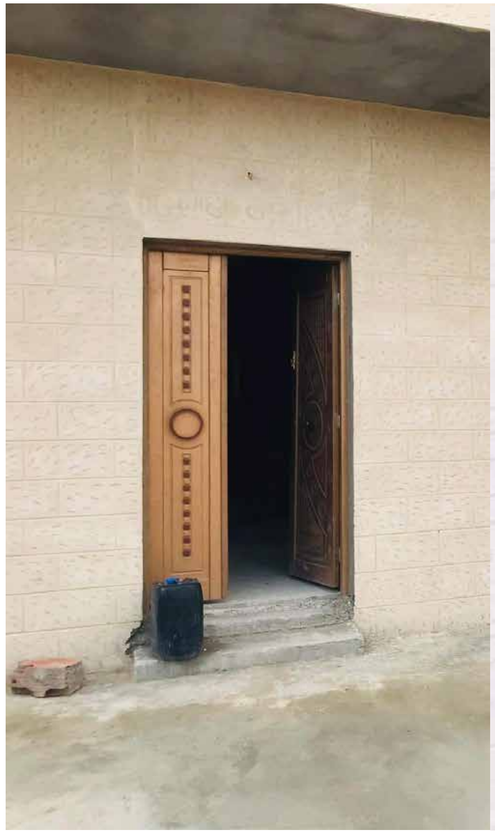
Volontaires BOU ARADA

Campagne de nettoyage

AWLEDNA

avancement des travaux de construction

Samedi 17 septembre 2022, une équipe de l'Association Tunisienne Awledna a rendu visite à une équipe de l'Association Tunisienne Awledna, conduite par le Vice-Président de l'Association, M. Fawzi Al-Dawiy, accompagné du directeur de l'Enfance SOS Village, Siliana, pour voir l'avancement des travaux de construction d'une maison qui parraine les enfants d el Qsar du côté Barama de Siliana, et où nous avons remarqué des progrès rapides dans le processus de construction.



Mawjoudin

Mawjoudin Queer Film Festival

le Mawjoudin Queer Film Festival (MQFF) est revenu dans la capitale tunisienne pour sa troisième édition après avoir été plusieurs fois reporté en raison de la pandémie de coronavirus. C'était une occasion tant attendue pour les membres de la communauté LGBTQI de se retrouver enfin en personne.

« C'est avant tout un espace de visibilité, de représentation et de sensibilisation pour la communauté LGBTQ. Et c'est un lieu d'échange culturel et humain », a déclaré Karam Aouini, l'un des organisateurs du MQFF, à Al-Monitor. "Nous sommes vraiment heureux d'être de retour."

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée dans un cinéma du centre-ville de Tunis le 22 septembre, dans une ambiance conviviale et détendue. Quelque 340 Tunisiens, pour la plupart jeunes, sont arrivés sur les lieux, échangeant des salutations et bavardant, impatients de voir le festival démarrer.

ADD

Atelier sur l'amendement de la loi électorale

23 septembre 2022: Atelier à Tunis sur le décret-loi n° 55 du 15 septembre 2022, amendant la loi électorale dans le cadre du projet 'Observatory for the Defense of the Right to Difference – Documentation and Advocacy Project'

ADD

Info Session & ToC Localization

L'Association pour la promotion du droit à la différence (ADD), avec le soutien de Hivos, va faciliter le programme Free to Be Me en Tunisie . Free to Be Me est un programme pluriannuel visant à rassembler des organisations et des individus qui contribueront à faire progresser le leadership des LGBTQI+ dans la défense des droits sociaux et économiques et à créer une alliance d'organisations expérimentées et fortement engagées dans l'amélioration de la vie des personnes LGBTQI+ en Tunisie par le biais d'une Communauté d'action (CoA).
Free To Be Me est un programme quinquennal ambitieux, audacieux et innovant qui contribuera à la construction d'un mouvement LGBTIQ+ dynamique, capable de s'affirmer et de se développer.

تونس في 20 سبتمبر 2020

بيان

مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف يدعو الى سحب المرسوم عدد 54

نحن الجمعيات المكونة لمرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف وإثر نشر المرسوم عدد 54 لسنة 2022 والمتعلق بمكافحة جرائم الاتصال والمعلومات في تونس نعبر عن استيائنا من هذا المرسوم وندعو الى سحبه لما يمثله من تقييد للحريات وضرب للديمقراطية ومبادئ حرية النشر والتعبير.
فصول هذا المرسوم تؤكد بما لا يجعل مجالا للشك توجه السلطة نحو:

- قمع الحريات وتهديد سلامة المواطنين.ات وسلامة معلوماتهم.ن وهذا ما يفتح المجال للعودة الى الممارسات القمعية كالتصنت ومراقبة الاتصالات وتسجيلها واستخدام هذه المعلومات ضد الأشخاص والهياكل والمؤسسات
- تسليط عقوبات سالبة للحرية غير خاضعة لمبدأ التناسب (الفصل 24) في تعارض تام مع المعايير الدولية المتصلة بالحق في حرية التعبير من جهة ومع الفصل 55 من الدستور من جهة اخرى علاوة على ضرب مبدأ المساواة بين جميع المواطنين والمواطنات أمام القانون بفرض عقوبة مضاعفة كلما كانت الضحية موظفا عموميا أو مسؤولا حكوميا
- تهديد مبدأ حرية التعبير والصحافة بالتلويح بنصوص تتناقض مع النصوص القانونية الخاصة المنظمة للصرافة والاعلام والتي يمكن استخدامها ضد الصحفيين.ات والحقوقيين.ات أو أي شخص يقوم بإنتقاد السلطة أو ممارساتها أو السياسات العامة.
- فتح مجالات لانتهاك السلطة للمعطيات الشخصية (الفصل 9)
- تكريس امتيازات وحصانة للسلطة للإفلات من العقاب وحماية الجهات المنتهكة للحقوق والحريات

وعلى ضوء ما سبق تؤكد الجمعيات المكونة لمرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف على:

- ضرورة السحب الفوري لهذا المرسوم
- تشريك الجهات المختصة والمجتمع الدني لصياغة قانون جديد متعلق بجرائم الاتصال والمعلومات تضمن حرية التعبير والصحافة والاعلام والنشر للجميع

مرصد الدفاع عن الحق
في الاختلاف

Tunis, September 26th

PUBLIC STATEMENT

On the Revision Of the Electoral Law
Marginalization of the legislative power

The Observatory for the defense of the right to difference and its constituent associations and organizations followed the issuance of Decree No. 55 of 2022 dated September 15, 2022 on the revision of the electoral law, which was drafted unilaterally in the complete absence of participation, along with its adoption with in context of a constitutional exception, instituting an individual voting system with reducing the number of seats from 217 to 161 and re-dividing electoral districts.

The Observatory for the defense of the right to difference and its constituents also believe that these revisions of the electoral law are already in contrast with the objectives for which they were designed, as they affect the essence of democracy and have serious repercussions on the electoral tracks due to the exceptions and restrictions they contain that contradict with the best standards and general principles of the electoral law and the Constitution itself, in addition to limiting the involvement of members of the following parliament in formulating state policies and overseeing the functioning of the government, and shifting the balance of power in favor of the executive branch.

The Observatory considers that the decree contains a decline in rights and freedoms, especially in:

- Expanding the exclusion from voting, including preventing military and security personnel from enrolling with the voter register, is a backward step from the universal suffrage principle, which was accomplished at the 2018 municipal elections.
- Restricting the right to candidacy by adding several new conditions that contradict the international standards which represents a convincing exclusion of a wide category of citizens, such as dual nationals, and the requirement to receive 400 endorsements in order to run for the legislative elections. This represents a violation to the right to candidacy and participation in political life by limiting candidacy to a small category of influential people or owners of capital and those belonging to populist currents while excluding the rest of the living forces.
- Retreating from the commitment towards full equality between men and women and the representation of youth and people with disabilities in elected councils, this is regarded as a withdrawal from the gains achieved thanks to the efforts of civil society and advocates for rights and freedoms.

The Observatory also addresses challenges related to the voting system and its process, especially

- The two-round election system is accompanied by unfair procedures and the fear that the database of endorsements may be used later by the authority or any other party to discriminate against a certain group.
- The elimination of public funding and switching to self-financing and private financing will increase the prospects of richer ones and members of populist currents at the expense of political groups whose members lack major financial resources and reject questionable financing from both inside and outside.
- The possibility of electing a fragmented legislative council with a regionally influential male majority, which complicates the legislative task, weakens its role and leads to instability and uncertainty in managing public affairs, in addition the withdrawal of the agency would establish an atmosphere of instability in the elected council in addition to exposing deputies to pressure and threats.
- The territorial division, which was carried out in order to fit into the approved voting system (individual voting in two sessions), in addition to the reduction in the number of Deputies from 217 to 161 distributed over 151 national districts and 10 abroad, which poses a number of fundamental problems, in particular, a violation of the fair electoral representation principle, as this partition keeps the disparity keeps regional imbalance.

The Observatory for the defense of the right to difference recalls the positions taken by its components since July 25 regarding unilateral decisions taken by the executive authority without any real dialogue with the components of civil society. It also emphasizes its commitment to the principle of parity as a basic criterion in every electoral legislation, and to achieving the representation of various categories.
The Observatory calls for reviewing and revising the decree in line with the legislative path that was oriented towards dedicating the general principles of the electoral law towards broad universal suffrage and real popular representation based on parity, youth participation, and representation of all political forces.

OBSERVATORY
to defend the right
to difference in Tunisia